

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

**MARCHÉ DE FOURNITURE
PASSÉ EN APPEL D'OFFRES**

**Achat d'un système d'imagerie
d'analyse multimodale à haut-débit**

N°2025014MAFO032



Normandie Université

Campus 1

Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5

marches.publics@unicaen.fr

www.unicaen.fr

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1- OBJET DU CONTRAT	4
1.1- CONTEXTE / PREAMBULE	4
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	5
2.1- Allotissement.....	5
2.2- Décomposition tranches fermes et optionnelles	5
2.3- Type de contrat	5
2.4- Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
2.5- Variantes.....	5
2.6- Marché complémentaire / prestations similaires	5
2.7- Pièces contractuelles	5
Article 3 – Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
Article 4 – Date et délai d'exécution	6
Article 6 – Prix	6
6.1- Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2- Modalités d'actualisation des prix	6
6.3 Modalités de révision des prix	6
Article 7 - La clause limite dite de « sauvegarde »	6
Article 8- Garantie financière.....	6
Article 9- Avance.....	6
Article 10 – Modalités de règlement des comptes.....	7
10.1- Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
10.2- Présentation des demandes de paiement.	7
10.3- Délai global de paiement.....	8
10.4- Paiement des cotraitants et sous-traitants	8
Article 12- Conditions d'exécution des prestations.....	8
Article 13 - Garantie des prestations.....	8
ARTICLE 14 MAINTENANCE DES PRESTATIONS.	8
Article 15 – Pénalités	9
15.1 - Pénalités de retard.....	9
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
15.3- PENALITE POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	9
Article 16- Clause de réexamen	9

Article 17 – Assurances.....	9
Article 18 - Résiliation du contrat.....	9
18.1 - CONDITIONS DE RESILIATION.....	9
18.2- Arrêt des prestations.....	10
ARTICLE 19- REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	10
Article 20 - Règlement des litiges et langues.....	10
ARTICLE 21 - DEROGATIONS	10

Article 1- Objet du contrat

1.1- Contexte / Préambule

La plateforme ImpedanCELL de l'Unité de Services PLATON, pré-labélisée par le GIS IBiSA en 2019, constitue une plateforme innovante et originale sans équivalent à l'échelle nationale et européenne, offrant un service et des développements pour certains uniques. En proposant d'appréhender l'activité cellulaire en temps réel et à haut-débit par impédancemétrie et imagerie cellulaire, la plateforme est propice aux déploiements de projets pluridisciplinaires d'envergure. Elle est localisée sur deux sites complémentaires, pour toutes les applications non infectieuses (locaux de l'UMR Inserm 1086 Anticipo, bâtiment recherche du Centre F. Baclesse) et pour toutes les applications en virologie et bactériologie (pièce de niveau de confinement L2, Normandie Equine Vallée, site de Saint-Contest, LABÉO). Elle est ouverte à des collaborations et des prestations tant locales que nationales, aussi bien académiques qu'industrielles. Elle est impliquée dans des actions de formation au sein de l'Université de Caen Normandie. Elle propose également une formation pratique aux utilisateurs des systèmes d'impédancemétrie et d'imagerie cellulaire en temps réel, et réalise tout ou partie des analyses en prestation, en fonction des demandes des utilisateurs. Elle a développé de nombreux partenariats académiques comme industriels et est engagée dans des développements totalement originaux susceptibles de conduire à de nouveaux procédés protégés. L'acquisition de ce système permettra de compléter les services proposés par la plateforme pour répondre aux besoins des équipes académiques et des industriels dans les domaines de l'infectiologie, de l'immunologie, de l'oncologie.

1.2- Description technique

Ce système devra permettre de mesurer l'activité cellulaire en temps réel par imagerie cellulaire. Ce système d'analyse multimodale permettra de répondre à de nouveaux besoins des utilisateurs et d'augmenter la polyvalence de la plateforme. Il permettra de proposer des analyses de suivi du comportement des cellules comme la prolifération, l'adhésion ou bien encore la mort cellulaire.

Le système devra :

- Permettre l'acquisition d'image en temps réel et en cinétique directement dans un incubateur à CO₂ ;
- Permettre l'observation de modèles cellulaires 2D et 3D en fond clair et en fluorescence avec au moins un objectif (x10) et au moins deux filtres (vert et rouge) ;
- Permettre d'accueillir au minimum 10 plaques de culture simultanément, notamment au format 384 puits ;
- Être le plus ergonomique possible afin de s'intégrer dans un espace de travail restreint ;
- Disposer de modules informatiques permettant d'observer et d'analyser des cultures cellulaires 2D et 3D pour étudier l'adhésion, la prolifération, la cytolyse, la cicatrisation, l'invasion, la coculture ;
- Être équipé d'un ordinateur avec les logiciels d'analyse pré-installés ;
- Faire l'objet d'une installation et d'une formation sur site pour au moins 10 utilisateurs.

1.3- Adresse de livraison

La livraison se fera à quai à l'adresse :

Université de Caen Normandie
Plateforme ImpedanCELL
Bâtiment Recherche
Centre de Lutte Contre le Cancer François Baclesse

3, Avenue du Général Harris, BP 5026
14 076 Caen cedex 05.
FRANCE

Article 2 - Dispositions générales du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent l'achat d'un système d'imagerie d'analyse multimodale à haut-débit.

2.1- Allotissement

Les prestations sont réparties en lot unique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une complexité de gestion accrue et des offres financières moins pertinentes.

2.2- Décomposition tranches fermes et optionnelles

Sans objet

2.3- Type de contrat

Il s'agit d'un marché de fournitures en procédure d'appel d'offres ouvert.

2.4- Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Option 1 : proposition d'une extension de garantie d'une année pouvant aller jusqu'à trois années en plus de la garantie de l'année de base

Option 2 : proposition d'une extension de maintenance préventive sur site d'une année pouvant aller jusqu'à trois années en plus de l'année de maintenance prévue de base

2.5- Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

2.6- Marché complémentaire / prestations similaires

Sans objet

2.7- Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTG)
- L'offre technique et financière du candidat

- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Des dérogations peuvent être substituées à certains articles du CCAG-FCS dans ce cahier des clauses particulières

Article 3 – Confidentialité et mesures de sécurité.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 4 – Date et délai d'exécution

Le marché débute à sa date de notification.

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans l'acte d'engagement. Ce délai comprend la livraison, l'installation, la mise en service et la formation.

Article 5 – Reconduction.

Sans objet

Article 6 – Prix

6.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix ferme selon les termes de l'acte d'engagement. Le prix est ferme et non actualisable.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

6.2- Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes, et non actualisables.

6.3 Modalités de révision des prix

Sans objet

Article 7 - La clause limite dite de « sauvegarde »

Sans objet

Article 8- Garantie financière

Sans objet.

Article 9- Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et

Article 10 – Modalités de règlement des comptes

10.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et prestations réalisées).

Les demandes de paiement sont à adresser à l'issue de chaque phase validée.

10.2- Présentation des demandes de paiement.

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

10.3- Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

10.4- Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

Article 11- Clause environnementale.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS.

Article 12- Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Article 13 - Garantie des prestations

Les prestations livrées font l'objet d'une année de garantie minimale (pièces et main d'œuvre comprises), selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Article 14 Maintenance des prestations.

La maintenance d'un an minimum des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

Article 15 – Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3- Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire/ Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Article 16- Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 17 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

18.2- Arrêt des prestations

Sans objet

Article 19- Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 21 - Dérogations

L'article 2.7 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 10.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 4 du CCAG.FCS